



Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants

Distr.
GENERALE

CAT/SP/21
6 octobre 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

REUNION DES ETATS PARTIES
Sixième réunion
Genève
26 novembre 1997

ELECTION DE CINQ MEMBRES DU COMITE CONTRE LA TORTURE, EN REMPLACEMENT
DE CEUX DONT LE MANDAT PRENDRA FIN LE 31 DECEMBRE 1997, CONFORMEMENT
A L'ARTICLE 17 DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES
OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 17 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le mercredi 26 novembre 1997, la sixième réunion des Etats parties à la Convention au cours de laquelle seront élus cinq membres du Comité contre la torture, en remplacement de ceux dont le mandat prendra fin le 31 décembre 1997 (voir annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des cinq autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 1999.
2. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 24 juin 1997, invité les Etats parties à la Convention à présenter des candidats à l'élection de cinq membres du Comité dans les trois mois, c'est-à-dire le 24 septembre 1997 au plus tard.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-dessous, par ordre alphabétique, la liste des noms des personnes présentées au 24 septembre 1997 comme candidats à l'élection au Comité contre la torture et des Etats parties qui les ont désignés.

<u>Nom du candidat</u>	<u>Désigné par</u>
M. Farkhad S. ABDOULLAEV	Azerbaïdjan
M. Mohammed Abdullah AL-ANSARI	Koweït
M. Levan ALEXIDZE	Géorgie
M. Joseph BRINCAT	Malte
M. Arsène CAPO-CHICHI	Bénin
M. Piotr HOFMANSKI	Pologne
M. Alexis DIPANDA MOUELLE	Cameroun
M. Sayed Kassem EL MASRY	Egypte
M. António SILVA HENRIQUES GASPAR	Portugal
M. Bhagendra SHARMA	Népal
M. Bent SØRENSEN	Danemark
M. Alexander M. YAKOVLEV	Fédération de Russie
M. YU Mengjia	Chine
M. Abdelkébir ZEROUAL	Maroc

4. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les Etats parties concernés, est reproduit à l'annexe III. Toutes autres candidatures et notices biographiques que pourrait recevoir le Secrétaire général seront portées à l'attention des Etats parties dans des additifs au présent document.

Annexe I

LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITE DONT LE MANDAT EXPIRE
LE 31 DECEMBRE 1997

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Alexis DIPANDA MOUELLE	Cameroun
Mme Julia ILIOPOULOS-STRANGAS	Grèce
M. Mukunda REGMI	Népal
M. Bent SØRENSEN	Danemark
M. Alexander M. YAKOVLEV	Fédération de Russie

Annexe II

LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITE DONT LE MANDAT EXPIRE
LE 31 DECEMBRE 1999

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Peter Thomas BURNS	Canada
M. Guibril CAMARA	Sénégal
M. Alejandro GONZÁLEZ POBLETE	Chili
M. Géorghios M. PIKIS	Chypre
M. Bostjan M. ZUPAN [I]	Slovénie

Annexe III

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS A L'ELECTION
AU COMITE CONTRE LA TORTURE

Farkhad S. Abdoullaev (Azerbaïdjan)

Né le 5 décembre 1958 à Bakou (Azerbaïdjan)

Etudes

1975-1980 Université d'Etat de Moscou, Faculté de droit

Activités professionnelles

De 1990 à ce jour Cour suprême de la République d'Azerbaïdjan,
juge, membre du Conseil des affaires pénales

1987-1990 Cour suprême de la République d'Azerbaïdjan,
Président de la Chambre des plaintes
individuelles

1985-1987 Cour suprême de la République d'Azerbaïdjan,
Président de la Chambre des mesures de
surveillance

1980-1987 Cour suprême de la République d'Azerbaïdjan,
Conseiller, puis Conseiller principal de
la Chambre des mesures de surveillance

Langues

Azerbaïdjanais, russe, français

Levan Alexidze (Géorgie)

Né le 5 juillet 1926, à Tbilissi (Géorgie)

Etudes juridiques; activités d'enseignement et autres activités universitaires

1946	Diplômé de la Faculté de droit de l'Université d'Etat de Tbilissi
1947-1950	Etudes du quatrième cycle en droit international à l'Institut des sciences de l'Etat et du droit, Académie des sciences de Moscou
1950	"Kandidat" en sciences juridiques (droit international)
1964	Docteur en sciences juridiques (droit international) de l'Université d'Etat de Tbilissi
Depuis 1965	Professeur de droit international, membre de l'Académie des sciences de Géorgie
Depuis 1985	A donné des cours et des conférences sur divers sujets (théorie du droit international, conflits ethniques et droit international, droit pénal international et protection des individus vis-à-vis de l'Etat en droit international) dans les principales universités et les principaux instituts universitaires de Fédération de Russie, d'Ukraine, d'Azerbaïdjan, ainsi que dans les universités des Etats-Unis (Universités Emory et Boston), d'Allemagne (Université Humboldt) et d'autres pays. En 1981, a donné des conférences sur la notion juridique du <u>jus cogens</u> dans le droit international contemporain à l'Académie de droit international de La Haye

Fonctions antérieures

Université d'Etat de Tbilissi

1965-1964	Professeur associé (Docent) de droit international, Faculté de droit
1965-1969	Professeur de droit international, Faculté de droit
1969-1970	Titulaire principal de la chaire de droit international à la Faculté de droit
1985-1993	Vice-Recteur de l'Université d'Etat de Tbilissi

Fonctions gouvernementales et électorales

- 1991-1992 Membre du Parlement de Géorgie
- 1992-1993 Membre du "Conseil d'Etat" de Géorgie;
Président de la Commission des relations
internationales
- 1994-1995 Président du Groupe chargé des questions
relatives au droit international et aux droits
de l'homme, Comité d'Etat pour la rédaction
d'une nouvelle Constitution de la Géorgie
- 1994-1997 Président de la Commission d'Etat de Géorgie
pour les enquêtes sur la politique de nettoyage
ethnique/génocide menée contre la population
géorgienne en Abkhazie (Géorgie)

Activités du domaine des droits de l'homme dans le cadre
du système des Nations Unies

- 1970-1977 Spécialiste des droits de l'homme (hors
classe), Division des droits de l'homme,
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
(New York, Genève)
- 1970-1975 Secrétaire de la Sous-Commission de la lutte
contre les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités, organe de
la Commission des droits de l'homme
- 1975-1977 Chef de la Section des services consultatifs et
des missions spéciales à la Division des droits
de l'homme. A participé à l'organisation de
séminaires de l'ONU sur différentes questions
concernant les droits de l'homme. A représenté
le Secrétaire général lors de plusieurs
séminaires de l'ONU consacrés aux droits
de l'homme
- 1993 (juin) Adjoint du chef de la délégation géorgienne
à la Conférence mondiale sur les droits de
l'homme (Vienne)
- 1994-1997 Représentant de la Géorgie lors des
cinquantième à cinquante-troisième sessions de
la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- 1993-1995 Expert juridique de la délégation géorgienne
lors des quarante-septième à quarante-
neuvième sessions de l'Assemblée générale

- 1993-1995, 1997 Membre de la délégation géorgienne lors des négociations entreprises à Genève sous les auspices de l'ONU pour le règlement du conflit d'Abkhazie (Géorgie)
- 1997 (mars) Chef de la délégation géorgienne lors de la session du Comité des droits de l'homme

Activités universitaires, professionnelles et diplomatiques actuelles

Conseiller principal auprès du Président de la Géorgie sur les questions relatives au droit international

Titulaire principal de la chaire de droit international à la Faculté de droit international et de relations internationales de l'Université d'Etat de Tbilissi

Membre du Comité d'experts pour l'harmonisation de la législation géorgienne avec la Convention européenne des droits de l'homme

Chef de la délégation permanente de la Géorgie auprès des organes de l'ONU chargés des droits de l'homme

Membre de la Commission interministérielle d'Etat pour l'élaboration de mesures visant à assurer une protection effective des droits de l'homme en Géorgie

Rédacteur en chef et membre des conseils de rédaction de plusieurs publications juridiques en Géorgie : La Constitution et les droits de l'homme (rédacteur en chef); La Cour constitutionnelle de Géorgie (éditeur); Revue de droit international (membre du conseil de rédaction), publication de la Faculté de droit international de l'Université d'Etat de Tbilissi (sous les auspices des services du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Tbilissi (Géorgie))

Publications

Auteur de 158 publications, y compris 20 ouvrages, monographies, manuels de droit international, concernant les activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, le nettoyage ethnique et le génocide, et d'autres sujets importants, séparément ou dans le cadre de publications en allemand, russe, anglais et espagnol

Plus de 500 articles publiés dans les principaux journaux et revues de Géorgie, de l'ex-Union soviétique et de la Fédération de Russie sur des questions relatives aux droits de l'homme, y compris le traitement inhumain des détenus, les conflits ethniques, les principes de la société démocratique, etc.

Langues

Géorgien, russe, anglais, français

Renseignements complémentaires

On peut consulter dans les dossiers de l'Office du Haut Commissaire aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies la liste des organisations non gouvernementales internationales aux activités desquelles M. Alexidze a participé ou participe, des distinctions et décorations qu'il a reçues, ainsi que les titres de certaines des publications dont il est l'auteur

Mohammed Abdullah Al-Ansari (Koweït)

Date de naissance : 10 juin 1954

Activités universitaires et professionnelles

1977-1978	Licence en droit (droit islamique et autres systèmes)
Août 1978	Engagé en qualité de chargé de recherche en matière juridique auprès du Conseil de la fonction publique
Septembre 1985	Diplôme d'études approfondies en droit international (DEA)
Janvier 1990	Doctorat en droit international de l'Université de Montpellier
Mai 1992	Engagé au Ministère de la justice en qualité de Conseiller juridique au Bureau technique
1993	Chef du Bureau des relations internationales
De 1995 à ce jour	Directeur du Service des relations internationales

Publications

La notion d'arbitrage en droit islamique (article)

Possibilités d'instauration d'un régime fédéral au Liban (article)

Le choix des arbitres : Comment ils sont désignés, leurs qualifications et leurs compétences (mémoire de recherche)

L'agression israélienne contre la souveraineté du Liban (1982) (mémoire de recherche)

Le régime fiscal de l'Etat du Koweït : étude comparative (mémoire de recherche)

Les garanties de propriété dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme (mémoire de recherche)

Approche juridique et documentaire des crimes de guerre commis par le régime iraquien contre l'Etat du Koweït (livre)

Organisations professionnelles dont le candidat est membre

Membre de l'Organisation arabe pour l'arbitrage international (Paris)

Membre fondateur de l'Association euro-arabe pour l'arbitrage international (Paris)

Participation à des conférences et colloques internationaux sur les droits de l'homme

Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 1993, Genève

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 1993, Vienne

Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme sur un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, 1993, Genève

Réunion préparatoire d'experts gouvernementaux pour la protection des victimes de guerre, en vue de déterminer les moyens scientifiques propres à assurer le respect du droit international humanitaire, 1994, Genève

Comité d'experts du secrétariat général du Conseil de coopération des Etats du Golfe, chargé d'examiner le projet de Charte arabe des droits de l'homme, 1994

Comité ad hoc pour la création d'une cour criminelle internationale, 1995, Siège de l'Organisation des Nations Unies

Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, 1996, Siège de l'Organisation des Nations Unies

Joseph Brincat (Malte)

Né à Malte le 22 mars 1944

Après ses études secondaires, le candidat a fait des études à l'Université de Londres, où il a fait une licence ès lettres (philosophie, latin, littérature anglaise). Par la suite, il a obtenu de la même université une licence en économie.

En 1970, le candidat a terminé son doctorat de droit avec mention très honorable à l'Université de Malte et a entrepris la pratique de la profession juridique.

En 1971, il a commencé une carrière politique et a été élu au Parlement lors de toutes les élections qui ont eu lieu jusqu'en 1996, année où il n'était pas candidat.

Ministre de la justice entre 1979 et 1981, il a représenté Malte lors de plusieurs conférences internationales.

De 1971 à 1992, avec quelques brèves interruptions, il a représenté Malte à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dont il a été également vice-président. Ses principales activités, au Conseil de l'Europe, se sont déroulées dans le cadre de la Commission des affaires juridiques.

Il a été Rapporteur de la Commission juridique du Conseil de l'Europe sur les droits des minorités.

Le candidat se consacre actuellement à sa pratique juridique privée, qui concerne en particulier les affaires pénales et les droits de l'homme. Il a été récemment chargé par son gouvernement de la réforme de la législation concernant la police à Malte.

Le candidat parle plusieurs langues.

Arsène Capo-Chichi (Bénin)

Né le 30 octobre 1946 à Cotonou

Langues : - français (parfaite maîtrise)
- anglais (maîtrise moyenne de l'écrit et de la conversation)

Etudes et diplômes

1. Etudes doctorales

- Docteur en droit : Spécialité droit économique, mention très honorable (juin 1987 à l'Université d'Orléans - France)
- Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit économique et en droit des affaires (juin 1985 à l'Université d'Orléans - France)

2. Stage au Centre de formation en administration publique à Cotonou :
octobre 1976 à février 1978 : Option magistrature

Diplôme de magistrat

3. Université nationale du Bénin : Faculté des sciences juridiques,
Cotonou, octobre 1971 à juillet 1973

Diplôme de maîtrise en droit privé : option carrières judiciaires et
droit des affaires

Activités professionnelles

1. Grade actuel

Magistrat de classe exceptionnelle (catégorie A, échelle 1, échelon 12 à
compter du 14 février 1991 : décret No 97-27 du 29 janvier 1997)

2. Fonctions exercées sur le plan national

- Conseiller par intérim à la Cour d'appel de Cotonou (arrêté No 40/MJLAS
du 27 février 1978)
- Substitut du Procureur de la République de Cotonou (arrêté No 67/MJLAS
du 27 avril 1978)
- Conseiller technique juridique du Président de la République (décret
No 78-150 du 13 juin 1978)
- Cumulativement avec les fonctions de conseiller juridique du Chef de
l'Etat, nommé représentant du gouvernement auprès du projet pétrolier de
Sèmè (République du Bénin). A ce titre, il était d'une part chargé du
contrôle et de la supervision de la société pétrolière américaine
responsable de la gestion technique, financière et administrative du
champ pétrolifère de Sèmè et, d'autre part, l'intermédiaire entre le
Gouvernement du Bénin et les bailleurs de fonds (Banque mondiale,
Gouvernements norvégien et britannique). Décret No 88-397 du
4 octobre 1988, confirmé par le décret No 90-218 du 30 août 1990

- Remis à la disposition du Ministère de la justice et de la législation par le décret No 91-94 du 27 mai 1991. Nommé Chef du Service législation à partir du 15 juillet 1992
- Directeur de la législation et de la codification au Ministère de la justice et de la législation par le décret No 95-19 du 25 janvier 1995, chargé des dossiers relatifs aux droits de l'homme
- Directeur de Cabinet du Ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme, décret No 96-150 du 26 avril 1996
- Président de la Cour d'appel de Cotonou (décret No 97-121 du 5 mars 1997)

Expérience des relations internationales

A. Travaux d'expert

- Participation du 16 octobre au 11 novembre 1978 à Genève (Suisse) aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur l'adoption d'un Code international de conduite pour le transfert de technologie
- Membre du Comité de suivi du projet pétrolifère de Sèmè (décret No 83-20 du 2 février 1983 et décret No 84-130 du 15 mars 1984)
- Participation du 21 au 30 octobre 1987 à la session des experts pour les travaux du cinquième Sommet de l'Autorité du Bassin du Niger à N'Djamena (Tchad)
- Participation de novembre 1988 à juin 1991 aux réunions statutaires (comités d'experts, conseils des ministres) de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA)
- Membre du Comité d'experts retenus par la Banque africaine de développement (BAD) (Abidjan) pour l'étude des effets du développement de l'énergie sur l'environnement (août 1994 à janvier 1995)

B. Responsabilités internationales

- Membre du Cabinet du Président en exercice de l'Organisation commune africaine, malgache et mauricienne, de septembre 1979 à décembre 1984, en qualité de conseiller technique juridique nommé par le décret No 79-235 du 13 septembre 1979
- Président en exercice du Comité de révision de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (de juin 1981 à novembre 1984)
- Membre du Conseil d'administration de la Société bénino-nigériane des ciments d'Onigbolo (de juillet 1978 à décembre 1984)

- Membre de la délégation du Bénin lors des cinquante et unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, tenues à Genève du 30 janvier au 11 mars 1995, du 18 mars au 26 avril 1996 et du 10 mars au 22 avril 1997

Autres informations

On peut consulter dans les archives du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme divers documents concernant M. Capo-Chichi (études secondaires et supérieures, publications, activités culturelles, etc.)

Piotr Hofmański (Pologne)

Né le 6 mars 1956 à Poznań

Grades universitaires

- LLM Licence, Université Nicolas Copernic de Toruń, Faculté de droit, 1978
- Diplôme d'études supérieures, Université Nicolas Copernic de Toruń, 1979
- Doctorat Université Nicolas Copernic de Toruń, 1981 (sujet de thèse : "Les décisions judiciaires, dans le cadre de la procédure pénale, en ce qui concerne l'indemnisation des dommages causés à des biens par des employeurs")
- Dr.Iur. (habilitation) - Université Slaski de Katowice, 1990 (sujet de thèse : "L'indépendance juridictionnelle des juges dans les affaires pénales")

Fonctions actuelles

- 1990- Professeur de droit pénal, Université de Varsovie, Faculté de droit, Bialystok
- 1996- Juge à la Cour suprême de Pologne

Fonctions antérieures

- 1991-1994 Professeur de procédure pénale, Ecole de police de Szczytno (activité complémentaire)
- 1982-1990 Professeur associé à l'Université Slaski de Katowice
- 1981-1982 Professeur associé à l'Université Nicolas Copernic de Toruń
- 1978-1981 Professeur-assistant à l'Université Nicolas Copernic de Toruń

Distinctions universitaires

- 1991- Membre du Comité national pour la réforme du droit pénal
- 1992- Maître de conférences à l'Ecole internationale des droits de l'homme (du Comité d'Helsinki)
- 1994- Maître de conférences à l'Ecole de police de l'Europe centrale

Cours dispensés dans des universités

- Droit pénal (Université de Varsovie, 1990-)
- Procédure pénale (Ecole de police, 1991-1994)

Les droits de l'homme, le droit pénal et la procédure pénale (Université de Varsovie, 1994-)

Normes européennes de la protection des droits de l'homme (Université Slaski, 1988-1989)

La procédure pénale dans les pays d'Europe occidentale (Université Slaski, 1987-1988)

Le droit relatif aux infractions mineures (Université Slaski, 1986-1987)

Droit fiscal et délits fiscaux (Université Slaski, 1985)

Le droit pénal et les mineurs (Université Slaski, 1982, 1984)

Procédure pénale (Université Nicolas Copernic, 1979-1982)

Les institutions de l'administration de la justice (Université Nicolas Copernic, 1980-1981)

Administration universitaire

Membre du Comité de discipline universitaire (Université Nicolas Copernic, 1980-1981; Université Slaski, 1984-1989)

Vice-Doyen de la Faculté de droit (Université de Varsovie, 1990-1993 et 1993-)

Directeur de l'Institut de droit pénal (Université de Varsovie, 1990-)

Membre du Comité des bibliothèques (Université de Varsovie, 1991-)

Membre du Comité de rédaction de Przeгляд Policyjny, revue spécialisée dans les questions concernant la police (1991)

Vice-Doyen de la Faculté de droit de Bialystok (1991-1996)

Associations professionnelles dont le candidat est membre

Association internationale de droit pénal (1988-)

Association de droit pénal (1983-)

Langues

Polonais : langue maternelle

Allemand : le candidat s'exprime couramment dans cette langue

Anglais : connaissance satisfaisante

Renseignements complémentaires

On peut consulter dans les dossiers du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme la liste des distinctions et des bourses attribuées à M. Hofmański ainsi que des cours ou conférences donnés par celui-ci ailleurs qu'en Pologne

Alexis Dipanda Mouelle (Cameroun)

Né le 25 mars 1942 à Bonakou Bwapaki

Expérience professionnelle

- Depuis le 30 mai 1990 : Premier Président de la Cour suprême du Cameroun
- 6 décembre 1986 - 30 mai 1990 : Procureur général près la Cour suprême du Cameroun
- 26 septembre 1980 - 6 décembre 1986 : Secrétaire général du Ministère de la justice
- 2 septembre 1975 - 26 septembre 1980 : Procureur général près la Cour d'appel du littoral (Douala)
- 19 octobre 1972 - 2 septembre 1975 : Chef du Service des professions judiciaires à la Direction du contrôle des services judiciaires du Ministère de la justice
- 14 août 1971 - 19 octobre 1972 : Président du Tribunal de première instance de Foumban
- 7 août 1970 - 14 août 1971 : Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Yaoundé
- 17 septembre 1969 - 7 août 1970 : Procureur de la République près le Tribunal de première instance d'Ebolowa
- 14 février 1968 - 17 septembre 1969 : Premier substitut du Procureur de la République près le Tribunal hors classe du Yaoundé
- 7 décembre 1965 - 14 février 1968 : Juge au Tribunal hors classe de Yaoundé, chargé de l'instruction au Tribunal criminel spécial et cumulativement avec les fonctions de juge suppléant et de conseiller en service extraordinaire à l'ancienne Cour fédérale de justice

Autres activités

- Professeur à l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature (ENAM), Division judiciaire
- Président du jury des examens à la Division judiciaire (ENAM)
- Membre du Conseil de direction de l'ENAM
- Membre du Conseil d'administration de la Société nationale des droits d'auteur

Activités internationales

- Avril 1994 : Président du Comité d'experts des Nations Unies pour l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Depuis 1988 : Vice-Président du Comité d'experts des Nations Unies pour l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Janvier 1987 : Chef de la délégation camerounaise au Colloque sur les cours suprêmes d'Afrique (Paris)
- Novembre 1985 : Chef de la délégation camerounaise au Congrès de l'Institut international du droit d'expression et d'inspiration française (IDEF) (Etats-Unis d'Amérique)
- 1982 : Stage pratique pendant trois mois sur le système judiciaire américain
- Mars 1981 : Chef de la délégation camerounaise à la réunion d'experts sur l'organisation de la Banque des données juridiques (Paris)
- Septembre 1980 : Chef de la délégation camerounaise au Congrès de l'IDEF (Paris)
- Membre de l'Association pour la prévention de la torture
- Membre de l'Organisation mondiale contre la torture
- Membre de l'Association internationale des juristes du Commonwealth

Etudes supérieures

- Licencié en droit et sciences économiques : Université de Yaoundé
- DES et DEA d'études judiciaires : Université Paris II

Publications

- Ouvrage intitulé "La torture, cette barbarie de l'humanité"
- Memento des dix commandements en matière de droits de l'homme
- Encyclopédie de la jurisprudence de la Cour suprême du Cameroun

Langues

Français, anglais, espagnol, latin

Autres informations

La liste des distinctions honorifiques reçues par M. Dipanda Mouelle peut être consultée dans les archives du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Sayed Kassem El Masry (Egypte)

Date de naissance : 7 janvier 1936

Diplôme : Licence en sciences politiques, Université du Caire, 1958

Fonctions exercées

- 1960 Entré dans les services diplomatiques égyptiens en qualité d'attaché
- 1961-1964 Vice-Consul général de la République arabe unie au Nigéria (Kaduna)
- 1966-1970 Membre de la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies et membre de la délégation égyptienne lors des sessions ordinaires de l'Assemblée générale de 1966 à 1970, de la session extraordinaire concernant la Namibie et de la session d'urgence qui s'est tenue au sujet du Moyen-Orient en 1967
- 1974-1977 Conseiller, Ambassade d'Egypte, Rome
- 1980-1984 Ministre plénipotentiaire, Ambassade d'Egypte, Varsovie
- 1984-1987 Directeur adjoint, Service des affaires économiques internationales, Ministère des affaires étrangères, Le Caire
- 1988-1991 Ambassadeur de l'Egypte en Arabie saoudite et Représentant permanent de l'Egypte à l'Organisation de la Conférence islamique
- 1991-1992 Représentant permanent de l'Egypte à la Ligue des Etats arabes, au Caire
- 1992-1995 Ambassadeur de l'Egypte en Indonésie
- 1995 à ce jour Ministre-assistant des affaires étrangères, chargé de la coopération internationale et des affaires multilatérales

Réunions et conférences régionales et internationales

M. El Masry a participé à diverses réunions et conférences importantes. En 1997, il était, en particulier :

Chef de la délégation égyptienne à la Réunion ministérielle du Groupe du D8 à Istanbul, en janvier 1997

Membre de la délégation égyptienne à la Réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés, à New Delhi, en avril 1997

Chef de la délégation égyptienne à la Session ministérielle de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (Beyrouth, mai 1997)

Représentant de l'Egypte à la Table ronde sur les réformes à apporter à l'Organisation des Nations Unies dans les secteurs sociaux et économiques (La Haye, mai 1997)

Membre de la délégation égyptienne à la Réunion au sommet du D8 (Istanbul, juin 1997)

M. El Masry a aussi participé à diverses rencontres annuelles dans le cadre du Groupe des 77, du Mouvement des non-alignés, de l'Organisation de l'unité africaine, de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, de la Ligue arabe, et de la coopération économique entre pays en développement et entre pays islamiques

Renseignements complémentaires

On peut consulter dans les dossiers du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme la liste complète des réunions et conférences régionales et internationales auxquelles M. El Masry a participé, ainsi qu'une liste des distinctions qu'il a reçues

Antonio Silva Henriques Gaspar (Portugal)

Age : 48 ans

Diplômé en droit (Faculté de droit de l'Université de Coimbra)

1. Fonctions de magistrat :

- Substitut du Procureur de la République, suite à un concours public d'accès, du 10 avril 1972 à octobre 1997
- Juge, d'octobre 1977 à décembre 1978
- Procureur de la République au "circulo judicial" (groupe de tribunaux d'instance et de grande instance) de Coimbra, de décembre 1978 à juin 1981
- Procureur de la République près la cour d'appel de Coimbra ("Tribunal da Relação") jusqu'au mois de mars 1987
- Procureur général adjoint au Conseil consultatif du Cabinet du Procureur général de la République depuis mars 1987

2. De pair avec les fonctions de magistrat au sein du Conseil consultatif du cabinet du Procureur général de la République (fonctions consultatives similaires à celles du Conseil d'Etat), s'occupe des problèmes concernant les droits de l'homme

- Membre du Comité du Conseil de l'Europe pour l'amélioration des procédures de protection des droits de l'homme (DH-PR), depuis 1990
- Agent du Portugal auprès de la Commission européenne des droits de l'homme et de la Cour européenne des droits de l'homme, depuis mai 1992, étant chargé des affaires concernant le Portugal et agissant en tant qu'élément de liaison et de divulgation, à l'échelon national, de la jurisprudence émanant des juridictions européennes
- Membre du Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe (CDDH), depuis 1994
- Chef de la délégation portugaise chargée de présenter le rapport du Portugal au Comité contre la torture de l'ONU, lors de la session tenue à Genève en novembre 1993

3. Publication de commentaires sur la jurisprudence émanant de la Cour européenne des droits de l'homme dans des revues portugaises, notamment "Revista Portuguesa de Ciência Criminal" et "Revista do Ministério Público"

- Collaboration à des cours sur les droits de l'homme à l'Université catholique portugaise
- A l'invitation de l'Université de Macao, en janvier 1997, conférence sur les rapports entre le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le nouveau Code de procédure pénale du territoire

M. Bhogendra Sharma (Népal)

Etudes

M.B.B.S.	Institut de médecine Université Tribhuvan (Katmandou)	1989
Diplôme	Epidémiologie, cours d'été Université Erasme de Rotterdam	1995

Expérience pratique

Centre pour les victimes de la torture (CVICT) 1990 à ce jour
Katmandou (Népal)

Fondateur/Coordonnateur/Directeur médical de ce centre
Recherche sur les conséquences de la torture chez les réfugiés bhoutanais;
formulation et exécution de la politique et des programmes; rédaction de
propositions et de rapports; formation du personnel et des bénévoles pour la
réadaptation des survivants de la torture; formation de professionnels de la
santé pour les problèmes de santé liés à la torture; travaux cliniques auprès
des survivants de la torture, y compris des réfugiés du Tibet, du Bhoutan et
de pays voisins; activités de sensibilisation

Le CVICT est affilié à l'Organisation psychosociale transculturelle (TPO),
organisation d'Amsterdam qui est elle-même associée à l'Université libre
d'Amsterdam, et il est aussi un Centre collaborateur pour l'OMS

Hôpital universitaire Tribhuvan 1990
Katmandou (Népal)

Correspondant de Torture, revue du Conseil international 1990 à ce jour
pour la réadaptation des victimes de la torture (IRCT)

Copenhague (Danemark)

Technicien de recherche

Le candidat a mené des recherches en laboratoire et au sein des collectivités
pour un programme de lutte contre la tuberculose

Institut de médecine 1978-1979
Dharan (Népal)

Instructeur assistant

Le candidat a formé du personnel professionnel paramédical dans les domaines
de la microbiologie et de la santé publique

Fonctions exercées

Membre du Conseil exécutif Depuis 1992
Secrétariat asiatique régional pour la réadaptation
des victimes de la violence organisée

Consultant régional et membre du Conseil Depuis 1994
IRCT
Copenhague (Danemark)

Membre 1989-1990
Comité chargé des droits de l'homme
Association médicale du Népal

Secrétaire général 1989-1993
Collectif des médecins pour la responsabilité sociale (Népal)
(affilié à l'Organisation internationale des médecins
pour la prévention de la guerre nucléaire)

Principales communications présentées

Violations des droits de l'homme au Népal et au Bhoutan - Discours
d'orientation prononcé lors de la troisième Conférence internationale sur le
thème "Santé, répression politique et droits de l'homme", 24-29 novembre 1991,
Santiago du Chili

Stratégie de prévention de la torture et de réadaptation des survivants
au Népal - Cinquième Colloque international sur le thème "La torture et
la profession médicale", 22-24 octobre 1992, Istanbul (Turquie)

L'action menée auprès des survivants de la torture au Népal - Sixième
Conférence internationale sur le thème "La torture, un défi pour les
professions médicales et les autres professions de santé", 20-22 octobre 1993,
Buenos Aires (Argentine)

Séquelles physiques de la torture : l'expérience vécue du Centre pour les
victimes de la torture - Premier séminaire international sur le thème "Les
médecins, la morale et la torture", novembre 1994, Université médicale de
Beijing (Chine)

Publications

B. Sharma et M. Van Ommeren. La prévention de la torture et la réadaptation
des survivants dans un pays qui pratique la torture : le cas du Népal,
Transcultural Psychiatry (sous presse)

N.M. Shrestha, B. Sharma, M. Van Ommeren et al.. Troubles post-traumatiques
et autres séquelles chez 526 personnes victimes de torture physique et
526 sujets témoins parmi les réfugiés bhoutanais au Népal (soumis à l'éditeur)

N.M. Shrestha, B. Sharma, S. Regmi et G. Sharma. Observations sur des
survivants de la torture au Centre pour les victimes de la torture de
Katmandou (Népal), 33, Journal of the Nepal Medical Association, 53-64 (1995)

Bent Sørensen (Danemark)

Date de naissance : 8 mars 1924

Etudes

Médecine 1949

Doctorat en sciences médicales 1958

Formation en chirurgie générale, pathologie, chirurgie orthopédique, gynécologie et obstétrique

Spécialiste de chirurgie générale 1960

Formation en chirurgie plastique au Danemark et au Royaume-Uni

Spécialiste de chirurgie plastique 1964

Principales fonctions dans le système de soins médicaux danois

Chef du Service de chirurgie plastique et de soins aux grands brûlés, Hôpital Københavns Kommunes Hvidovre, Université de Copenhague, 1965-1990

Le candidat a pris sa retraite en septembre 1990, après 41 ans de pratique médicale et 25 années passées en qualité de Chef de service, afin de se consacrer au Comité contre la torture de l'Organisation des Nations Unies et au Comité européen pour la prévention de la torture

Professeur titulaire de chirurgie, depuis 1971, à l'Université de Copenhague

Publications scientifiques

Thèse soutenue en 1958 : "Résultats de la radiothérapie tardive dans le cancer du col de l'utérus"

200 communications concernant la chirurgie, la chirurgie plastique et la formation médicale

100 communications concernant les brûlures

30 communications sur la torture et la déontologie médicale

Critique des ouvrages pour la revue Burns (Brûlures) jusqu'en 1990

Critique des ouvrages pour The Danish Medical Bulletin jusqu'en 1988

Critique des ouvrages pour le Journal of Burn Care & Rehabilitation jusqu'en 1990

Fonctions administratives exercées sur le plan national

1. Université

Membre du Conseil de la Faculté de médecine de l'Université de Copenhague et Membre du Conseil de l'Université (Konsistorium), 1970-1975

Vice-Doyen, 1972-1973

Doyen, 1974-1975

Vice-Président puis Président du Conseil consultatif sur l'éducation sanitaire auprès du Ministre de l'éducation (FLUSU), 1975-1981

2. Recherche

Membre du Conseil danois de la recherche médicale, 1976-1984

Fonctions administratives exercées sur le plan international

1. Communautés européennes

a) Education

Avec feu le professeur Robson, le candidat, en 1973, a lancé l'idée de créer auprès de la Commission des Communautés européennes un Comité de la formation médicale chargé d'examiner les directives concernant la libre circulation des médecins

Membre de ce Comité depuis sa création (1976), le candidat a été l'un de ses trois présidents au cours de la période 1976-1979, puis au cours de la période 1979-1983

b) Recherche

Membre du Comité de recherche en médecine et en santé publique (CRM) des Communautés européennes, 1977-1984

Président de ce Comité de 1980 à 1984, et responsable du programme médical No 2, du programme médical No 3, ainsi que de l'incorporation de ces programmes dans le Programme-cadre concernant la recherche

Membre du Conseil de la recherche médicale des pays nordiques, 1977-1984

2. OMS

Conseiller temporaire pour les brûlures, 1964-1990

Conseiller temporaire pour la prévention de la torture, 1986-

3. Brûlures

Cofondateur de la Société internationale pour l'étude des brûlures (ISBI), 1964

Membre du Comité d'action pour la formation du personnel infirmier de l'ISBI, 1968-1975

Président du Comité de planification en cas de catastrophe de l'ISBI, 1978-1986

Représentant régional pour l'Europe de l'ISBI, 1986-1990

Président du Cinquième congrès international sur les brûlures, Stockholm, 1978

Cofondateur de la European Burns Association (EBA), 1981

Fondateur de l'Association danoise pour les soins aux grands brûlés et de l'Association des grands brûlés, 1981

Président du Colloque sur les brûlures, Copenhague, 1981

Cofondateur de la Société danoise pour la chirurgie plastique et reconstructrice, 1964

Cofondateur de l'Organisation danoise des spécialistes de chirurgie plastique, Président, 1983-1988

4. Activités concernant la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Représentant de l'Association médicale danoise (Den Almindelige Danske Lægeforening - DADL) auprès du Centre de la recherche et de la réadaptation pour les victimes de la torture (RCT), Copenhague

Président de ce Conseil de 1984 au 1er janvier 1990

Vice-Président du Comité exécutif du Conseil international pour la réadaptation des victimes de la torture (CIRT) jusqu'au 1er janvier 1990

Membre du Comité contre la torture de l'Organisation des Nations Unies, 1988, réélu en 1990. Rapporteur de ce Comité. Réélu, en 1994, Vice-Président du Comité

Membre du Comité de prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe de septembre 1989 à 1993, réélu pour la période 1993-1997. Vice-Président de ce Comité, 1989-1995

Expert européen du Programme multiannuel de la Communauté européenne pour la promotion des droits de l'homme en Amérique centrale, 1990-1995, réélu en 1995

Représentant du Comité contre la torture de l'Organisation des Nations Unies et du CPT à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, juin 1993)

Renseignements complémentaires

On peut consulter dans les dossiers du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme la liste des cours de formation concernant la torture et la déontologie médicale auxquels M. Sørensen a participé en tant que membre du personnel enseignant ainsi qu'une liste des distinctions qu'il a reçues

Alexander M. Yakovlev (Fédération de Russie)

Date de naissance 20 août 1927

Fonctions

Responsable de recherche à l'Institut des sciences de l'Etat et du droit de l'Académie des sciences de Russie

Membre du Comité contre la torture de l'Organisation des Nations Unies

Etudes

1952 Diplômé en droit, Institut juridique de Moscou

1957 Maîtrise ("Kandidat") de droit, Université de Moscou

1964 Docteur ès sciences juridiques (Sociologie de la criminalité), Institut de droit du Service des poursuites de l'URSS

1991 Docteur honoris causa de l'Université de l'Alberta (Canada)

Activités professionnelles

1957-1975 Responsable de recherche à l'Institut de droit des ministères suivants de l'URSS : successivement, affaires intérieures, poursuites et justice.

1975-1994 Chef de la section du droit pénal et de la criminologie à l'Institut des sciences de l'Etat et du droit de l'Académie des sciences de l'URSS (depuis 1991, de la Russie)
Professeur de droit

1989-1991 Elu député au Congrès des députés du Peuple de l'URSS. Membre de la Commission permanente des lois du Soviet suprême de l'URSS

1994-1996 Représentant du Président de la Fédération de Russie auprès de l'Assemblée fédérale

1996 à ce jour Responsable de recherche à l'Institut des sciences de l'Etat et du droit, Académie des sciences de la Russie

Organismes internationaux dont le candidat est membre

Société internationale de défense sociale, Paris (membre du Conseil d'administration)

1993- Membre du Comité contre la torture de l'Organisation des Nations Unies

1995- Vice-Président du Comité contre la torture de
l'Organisation des Nations Unies

Professeur invité

1990 (un semestre) Université du Manitoba, Alberta, Canada

1991 (un semestre) Rutgers University, Newark, New Jersey (Etats-Unis
d'Amérique)

1992 (un semestre) Université de l'Alberta et Universités de York et Toronto
(Canada)

1993 (un semestre) Emory University, Atlanta, Géorgie (Etats-Unis d'Amérique)

1997 (un semestre) Emory University, Atlanta, Géorgie

Publications en langue russe

Neuf ouvrages et plus de 100 articles parus dans des périodiques sur divers
aspects du droit pénal, de la criminologie et de la sociologie de la
criminalité.

Publications en anglais et
dans d'autres langues

The Bear That Wouldn't Dance: Failed Attempts to Reform
the Constitution of the Former Soviet Union (L'ours qui ne
voulait pas danser : Tentative avortée pour réformer la
Constitution de l'ex-Union soviétique) (en collaboration
avec Dale Gibson), Legal Research Institute, Université du
Manitoba, 1992

Striving for Law in a Lawless Land: Memoirs of the Russian
Reformer, M. E. Sharpe (La quête du droit dans une terre
sans droit : Mémoires d'un réformateur russe), 1995

Douze articles parus entre 1979 et 1995 dans des revues
spécialisées en anglais, français et allemand

Yu Mengjia (Chine)

Yu Mengjia est né le 9 août 1929 dans la province de Zhejiang (Chine). Il est diplômé de l'Université de Beijing dans les spécialités du droit international et des questions politiques internationales.

- 1951-1952 Fonctionnaire à l'Office municipal des affaires étrangères de Shanghai
- 1955-1970 A occupé successivement les fonctions d'attaché et de Troisième Secrétaire dans les ambassades de son pays au Danemark et en Norvège, et de Chef de division adjoint dans le Service des affaires d'Europe occidentale du Ministère des affaires étrangères
- 1972-1975 Le candidat a débuté dans la diplomatie multilatérale en qualité de Chef de division adjoint dans le Service du droit international et des organisations et conférences internationales du Ministère des affaires étrangères
- 1975-1982 Premier Secrétaire puis Conseiller à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, fonctions dans lesquelles il s'est occupé des questions relatives aux droits de l'homme, aux réfugiés, au désarmement, ainsi qu'aux affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies et d'institutions spécialisées telles que l'OMS, l'OMM, etc.
- 1982-1986 Directeur adjoint du Service des organisations et conférences internationales du Ministère des affaires étrangères
- 1986-1991 Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies, responsable pour les questions concernant l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et les Troisième, Cinquième et Sixième Commissions
- 1993-1995 Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies

Le candidat a participé au cours de sa carrière à des conférences internationales très diverses, notamment à 16 sessions de l'Assemblée générale depuis la vingt-huitième, à cinq sessions du Conseil économique et social et à quatre sessions de la Commission des droits de l'homme

Yu Mengjia parle anglais, français et russe

Abdelkébir Zeroual (Maroc)

Né en 1945 à Ait Kassou-Koutbyenne, Tiflet

Diplômes

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire - mention assez bien
El Jadida 1967
- Licence en droit - mention bien - Rabat 1970
- Diplôme d'études supérieures de droit privé - mention bien - Rabat 1975
- Doctorat d'Etat en droit - mention très honorable
Université Jean Moulin, Lyon III 1985

Expérience professionnelle

- Chef de bureau à la Compagnie générale immobilière, filiale de la
Caisse de dépôt et de gestion, du 12 octobre 1970 au 30 novembre 1971
- Agent hors cadres (ingénieur assimilé) chargé des études et de la
documentation juridiques à l'Office chérifien des phosphates
(OCP-DA/SJ/E), du 10 janvier 1972 au 30 novembre 1973
- Recrutement en qualité d'assistant à la Faculté des sciences
juridiques, économiques et sociales de Rabat, le 26 novembre 1973
- Avocat agréé près de la Cour suprême
- Chargé de l'enseignement de diverses disciplines juridiques à
l'Académie royale militaire de Méknès, de 1974 à 1994

Situation administrative

- Professeur de l'enseignement supérieur à la Faculté des sciences
juridiques, économiques et sociales de Rabat (grade B, 1er échelon,
indice 860)

Fonctions actuelles

- Directeur de la concertation et de la défense des droits de l'homme au
sein du Ministère chargé des droits de l'homme
